PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS

FORMATIONS : DROIT • SCIENCES POLITIQUES
ÉCONOMIE • GESTION • INFORMATION - COMMUNICATION

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU DROIT & LEGALTECH

2024/2025

Direction: M. Bruno DEFFAINS, M. Stéphane BALLER

Diplôme d'université (DU) - Droit

DIPLÔME DÉLIVRÉ:
Diplôme d'Université

DURÉE DES ÉTUDES:
166 heures (à partir du 13 janvier 2025)

► PRÉSENTATION

Partenaires de création :
EY, IBM, Google, Dalloz, Open Law conférenciers / Le Village de la Justice salon des legaltech, Groupe Lefebvre Sarrut (eLS LumLaw projets concernant la profession d'avocats / Dalloz / Éditions Francis Lefebvre valorisation des contenus / Lefebvre formation solutions elearning), Leganov projets concernant le marché du droit, CaptainContrat / Rocketlawyers services juridiques aux entreprises, eJust arbitrage en ligne, LumLaw services aux avocats, eLS valorisation des contenus, AFJE Association Française des Juristes d'Entreprise, Cercle Montesquieu et Association des Fiscalistes d'Entreprise.
Partenaires actuels :
Association Française des Juristes d'Entreprises, Amurabi, Captain Contrat, Case Law Analytics, DE Gaulle Fleurance Société d'Avocats, Doctrine, GinoLegaltech, HEDAC Ecole d'Avocats, Lefebvre Dalloz , Septeo, Village de la Justice.
Face au développement des *legaltechs*, le marché du droit oscille entre angoisse et enthousiasme, entre révélation d'un nouveau segment de consommation du droit qui permet un accès plus libre à ce type de service et difficulté liée à une connaissance insuffisante de la dimension économique et organisationnelle du secteur par bon nombre d'étudiants et de professionnels du droit, en entreprise comme en cabinet. Les conseils des entreprises constatent aussi un manque de culture juridique et fiscale des ingénieurs et/ou informaticiens souvent associés au lancement de projets innovants et qui reçoivent en école un enseignement limité en droit.

Enfin, la lecture de nombreux rapports révèle les peurs des professions juridiques pour leur futur, à commencer par les avocats, et souligne le besoin pour les jeunes juristes de se préparer à l'utilisation de ces nouvelles opportunités techniques, voire simplement de développer une familiarité avec ce nouvel environnement numérique.

► OBJECTIFS

Comme pour la formation des ressources indispensables en matière de « *contract management* » ou de «*compliance* » - matières découvertes par le marché français il y a peu et créatrices d'emplois qualifiés, l'Université Panthéon-Assas souhaite, fort de son positionnement leader sur le domaine IP/ IT et sur les interactions entre droit et économie, se mobiliser pour apporter une réponse à cette demande du marché. Elle concerne aussi bien :

- La formation initiale de manière à sensibiliser les futurs acteurs de ce segment : étudiants en droit, en « droit et économie », futurs ingénieurs informaticiens et élèves avocats dans le cadre de leur PPI ;
- La formation continue destinée à l'éducation par des populations en activité qui veulent s'engager sur ce segment afin de maîtriser les savoirs élémentaires pour concevoir, accompagner, entreprendre ou s'impliquer dans la transformation digitale d'une organisation juridique, fiscale et/ou sociale.

Ce programme peut amener vers l'entrepreneuriat sur le marché des *legaltechs* ou au métier de *Chief Digital Officer* (CDO) en cabinet d'avocat ou en direction juridique qui opère sa transformation digitale.

La maquette, son animation comme son articulation proposent un véritable cadre pluridisciplinaire d'apprentissage et de mise en application des connaissances à travers un projet de transformation numérique réalisé en équipe sur l'année et présenté devant un jury en fin de cycle, avec à la clef la possibilité de rejoindre une pépinière permettant de tester la faisabilité de l'idée.

La maquette et l'infrastructure pourront être pour partie utilisés pour proposer une solution de formation continue aux entreprises aux cabinets qui souhaitent accompagner la transformation numérique de leurs processus juridiques et fiscaux.

► ADMISSION

NIVEAU D'ENTRÉE:
Bac +4

► PROFIL RECOMMANDÉ

Conditions d'admission :
Candidatures avec lettre de motivation, CV et entretien pour mesurer la capacité d'insertion dans un projet Legaltech.

- Étudiants en M1 droit et/ou économie
- Étudiants inscrits dans un M2 droit, économie, management ou en école d'avocat, étudiants entrepreneurs
- Étudiants en école d'ingénieurs

Public visé :

- En formation initiale sélective aux diplômés de niveau M2 - en école d'ingénieurs, juristes, fiscalistes, étudiants entrepreneurs, double cursus éco-droit, à partir de la L3 pour les écoles d'ingénieurs ;
- En formation continue pour directeur juridique, directeur fiscaux et leurs équipes, magistrat, membres d'autorités de contrôle, acteurs et/ou entrepreneurs du numérique.

► ORGANISATION DES ÉTUDES

Effectifs :

- 15 étudiants en formation initiale
- 15 étudiants en formation continue

Soit une dizaine de projets de transformation numérique ou de Legaltech potentiels développés par équipe de 3 ou 4 étudiants/professionnels en formation continue.

- Un premier semestre pour pouvoir imaginer un projet, le second semestre pour concevoir et « pitcher » un projet lors du Technodroits 92 (le concours droit et digital ouvert aux étudiants et aux élèves avocats fin juin) ;
- Des équipes ingénieurs/étudiants en droit constituées pour permettre un apprentissage commun, une solidarité et un échange de savoir-faire qui permettra en fin de DU la présentation d'un projet de digitalisation du droit lors d'un concours à créer Technodroits 92 ;
- Un séminaire d'introduction de 40 heures chez les différents partenaires pour créer l'esprit d'équipe et garantir un niveau homogène en droit et en ingénierie digitale :
    - 4 modules de tronc commun de 12 heures par semestre, un module de spécialisation de 12 heures ;
    - 7 interventions minimum durant 2 heures de grands témoins et conférences tout au long des deux semestres dispensée dans la mesure du possible en cours du soir à partir de 18h.
- Deux événements viendront à l'appui du travail personnel et d'équipe : en novembre la participation au village des Legaltechs et en juin TechnodroitS92 ; les étudiants peuvent aussi être amenés à participer aux Hackathon et à travailler sur les projets avec Open Law ;
- Stage conventionné de 3 mois minimum pour les étudiants en formation initiale à partir du mois d'avril, la réalisation d'un stage dans un autre M2 pouvant être prise en compte, tout comme la réalisation d'un projet entrepreneurial en accord avec la direction du DU. Les apprenants en formation continue ou à l'HEDAC sont dispensé de stage. Pour ces derniers, la combinaison PPIs / stage final avec le DU est possible dans le même cabinet d'avocats.

► PROGRAMME

Dernières tendances technologiques du numérique (30 heures)

- Intelligence artificielle, réseaux neuronaux et machine learning, interaction homme-machine, blockchain, écriture des conclusions et des contrats, création de smartcontracts … évolution de l'écosystème numérique dans l'entreprise
- Dernières techniques du *big data*, développement du *cloud*, loi de *Moore* puissance de calcul
- Techniques de protection, connectivité, contrôle interne et analyse des risques et techniques de *data mining*

Economie des acteurs du numérique (30 heures)

- Connaître la demande : Analyse économique du marché du droit
- Rationaliser l'offre : *Business model* des entreprises numériques
- Notion d'innovation et modèles d'acceptabilité de l'innovation
- Comportement du consommateur BtoB et numérique / changements d'usages et d'attentes
- Stratégies digitales des entreprises, e-réputation

- Méthodologie de R&D dans les services
- Économie du numérique

Transformation numérique des acteurs du droit (30 heures)

- Cabinets d'avocats et autres acteurs du droit – Experts-comptables
- Entreprises
- Service de la justice, Etat et administration
- Panorama des *legaltechs* et de leur offre de valeur.
- Marketing des services
- Construire une offre de service à valeur ajoutée
- Comprendre les attentes de ses clients – persona et techniques d'étude de marché
- Positionner son offre de service : analyse stratégique du marché du droit et structure de la proposition de valeur
- Valeur d'usage, innovation technologique, désintermédiation numérique
- Stratégie e-marketing et la e-réputation

Droit et réglementation du numérique (30 heures)

- Propriété intellectuelle, responsabilité
- Droit de la concurrence, régulation des plateformes
- Déontologie
- Ventes, contrat de fourniture de services numérique
- Protection des données personnelles et RGPD
- Contrats de travail et systèmes collaboratifs
- *Smartcontracts*
- Jurisprudence / Grandes décisions

Séminaires de spécialisation - Etudes de cas (20 heures)

- Transformation des directions juridiques et fiscales
- Transformation de la justice et des avocats
- Entrepreneuriat sur le marché des *LegalTechs*

Projet professionnel par équipe (12 heures) *

- Séminaire de gestion de projet (cas pratique la mise en place du concours Technodroit92)
- Prise de parole en public
- Basic du *brainstorming* + coaching
- Recherche de l'Idée !
- Revue mensuelle des projets avec un/des mentor/s des legaltechs

Rencontre des acteurs de l'économie numérique (14 heures)

- Témoignages des entreprises et des start ups avec les membres de l'association Open Law qui partage leur projet/modèle, leur histoire d'entrepreneur, leur road map, leur présentation de levée de fonds … suivant leur stade d'avancement de développement avec l'idée d'inspirer l'entrepreneuriat des apprenants.

Village de la Transformation Juridique en novembre et conférences associées qui permettent aux étudiants du

DU durant 2 jours de mettre en valeur leur diplôme, développer leur réseau, agir sur la visibilité de leur formation.
Concours du meilleur projet pour chaque équipe : concours Technodroit92
Des équipes ingénieurs / étudiants en droit seront constituées pour permettre un apprentissage commun, une solidarité et un échange de savoir- faire qui permettra en fin de DU la présentation d'un projet de digitalisation du droit lors d'un concours créé avec la première promotion du DU : le Technodroit92.
Deux évènements viendront à l'appui du travail personnel et d'équipe : la participation au Village des *Legaltechs* et au Technodroit92 ; les étudiants peuvent aussi être amenés à participer aux Hackathon et à travailler sur les projets avec Open Law.
Stage conventionné de 3 mois minimum pour les étudiants en formation initiale à partir du mois d'avril, la réalisation d'un stage dans un autre M2 pouvant être prise en compte, tout comme la réalisation d'un projet entrepreneurial en accord avec la direction du DU. Les apprenants en formation continue ou à l'HEDAC sont dispensé de stage. Pour ces derniers la combinaison PPIs stage final avec le DU est possible dans le même Cabinet d'Avocats.
* Les projets seront a priori structurés autour des grands segments du marché des *Legaltechs* et pourront être suivis de manière plus rapproché e par certains acteurs de la médiation et l'arbitrage / des services juridiques aux entreprises / de valorisation des contenus / de justice prédictive / de services aux avocats / d'accès à la justice / de *machine learning* ...
Volume horaire total : 166 h de présentiel ; plus le temps consacré au projet professionnel en binôme/équipe composées de profils droit et d'ingénieurs : ce projet peut être développé à l'occasion d'un stage en cabinet ou en entreprise ou en juridiction/administration à partir d'avril ; plus le temps consacré à l'animation du diplôme, à l'organisation du concours Technodroit92 et à la tenue du stand durant le Village de la Transformation Juridique.

► PLUS D'INFORMATIONS

http://cfp.assas-universite.fr/fr/formations/offre-de-formation/diplome-duniversite-transformation-numerique-droit-legaltech

► CANDIDATURES

Les candidatures sont ouvertes du 1er juin au 30 juin

► CONTACT

Anna ZHUZHLEVA GAPUROVA
Tél. +33 (0)1 53 63 86 18
Courriel : anna.zhuzhleva-gapurova@u-paris2.fr

► COÛT DE LA FORMATION

Formation Continue : 5 200 € + les droits d'inscription à l'université

Tarif étudiant : 50% de réduction pour les personnes de moins de 30 ans pouvant présenter une carte d'étudiant en formation initiale en cours de validité au moment de l'inscription au DU (étudiant de l'Université Paris-Panthéon-Assas ou d'une autre université française) + les droits d'inscription à l'université

Cette formation n'est pas éligible au CPF

d'autres financements existent

► TÉMOIGNAGES

Une journée sur le salon des RDV des transformations du droit